



Multi-Actor-Partnerships on Climate and Disaster Risk Finance and Insurance

Les partenariats multipartites (PMP) pour le financement et l'assurance contre les risques climatiques et de catastrophes (*Climate and Disaster Risk Finance and Insurance, CDRFI*) visent à renforcer la compréhension technique des solutions de CDRFI et stimuler une coopération efficace entre organisations de la société civile, gouvernements et représentants du secteur privé aux niveaux national et international. Un projet financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (2019-2022) a participé à la création et à la mise en œuvre partielle de PMP dans les Caraïbes, au Laos, au Malawi, à Madagascar, aux Philippines, au Sénégal et au Sri Lanka avec des partenaires locaux et le soutien de CARE Germany, MCII et Germanwatch.



Le financement pour le climat et la réduction des risques de catastrophe peut à première vue ressembler à un simple effort technique. Sa conception et son implémentation engendrent toutefois des considérations socio-économiques, politiques et normatives, dont des questions relatives à la propriété du risque, à la capacité et à la responsabilité de paiement ainsi qu'à la justice inter et intragénérationnelle. Il nécessite ainsi un débat entre tous les membres de la société et des efforts pour garantir l'inclusion des points de vue et des besoins spécifiques aux populations les plus touchées par l'augmentation des risques climatiques afin de favoriser le recours à ces solutions, à en améliorer la durabilité ainsi qu'à créer de la valeur pour les particuliers.

Les organisations communautaires et de la société civile internationales et surtout, locales, sont les mieux placées pour comprendre et évaluer les vulnérabilités des communautés à risque et informer, rassembler et communiquer les exigences des demandes de financement contre les risques de catastrophe. Elles sont ainsi indispensables pour mettre les communautés à risque au cœur de la conception, de l'implémentation et du suivi des instruments. Les organisations nationales de la société civile, qui agissent souvent en tant que partenaires de développement, sont tout aussi importantes. Avec le monde universitaire, elles sont essentielles au renforcement ciblé des capacités des bénéficiaires, au suivi des prises de décisions politiques nationales et internationales et au rassemblement des intervenants adéquats. Ceux-ci incluent les communautés locales, le secteur privé, les partenaires humanitaires internationaux et les gouvernements des pays vulnérables et des pays donateurs. Dans l'idéal, ces actions aideront à améliorer la conception des marchés et des instruments, à définir la répartition des budgets nationaux, à obtenir un soutien international et des financements plus importants, et à initier des analyses de risque, un financement capital-risque et des programmes complémentaires de réduction des risques et de développement de la résilience.

Pour de plus amples informations sur le projet de PMP pour le CDRFI, veuillez contacter Sven Harmeling (harmeling@care.de) ou Magdalena Mirwald (M.Mirwald@ehs.unu.edu).



Caraïbes

(Antigua-et-Barbuda, Barbade, Grenade)

Organisation partenaire

L'objectif global du **Caribbean Policy Development Centre (CPDC)**, organisation parapluie pour les ONG des Caraïbes, est de créer des partenariats entre organisations de la société civile en s'appuyant sur l'engagement des populations, des gouvernements et autres intervenants clés afin d'influencer la conception et l'implémentation de mesures qui favoriseront l'autonomie et amélioreront la vie des peuples des Caraïbes. Quatre champs thématiques occupent le CPDC : le développement durable (dont le changement climatique), la bonne gouvernance, le commerce et le développement économiques, et le renforcement des capacités des ONG des Caraïbes.

Membres du PMP : 38, dont 26 OSC représentant agriculteurs, pêcheurs et populations vulnérables ; 10 particuliers du secteur privé et des particuliers issus d'organisations/entreprises régionales telles que la CCRIF SPC, une coopérative de crédit, la division de l'Environnement du gouvernement de la Grenade ou l'université des Indes occidentales.

Opérations menées :

- Création d'un PMP de 38 membres et trois points focaux nationaux dans les pays du projet.
- Série de tables rondes fructueuses (six rencontres).
- Hébergement des ressources et travaux de recherche liés au projet sur le [Risk Resilience Hub](#) du CPDC.
- Documents de recherche et de prise de position et ressources politiques et éducatives fournis par le CPDC.
- > 220 000 vues et interactions après la campagne de réseaux sociaux pour le CDRFI dans les Caraïbes.
- Développement par le CPDC d'une série éducative de sensibilisation composée de sept vidéos animées.

Résultat majeur : > 1000 personnes engagées dans des débats sur l'implémentation du CDRFI dans les Caraïbes.

Enseignements clés :

- La réussite des interventions dépend de recherches et connaissances locales spécifiques.
- Une plus vaste documentation sur les bénéfices du CDRFI serait utile aux OSC et aux groupes vulnérables.
- Des lacunes en matière de capacités et de défense du CDRFI ont été identifiées comme futurs domaines de travail majeurs avec les OSC locales.
- Il est important d'améliorer la disponibilité des ressources financières pour soutenir les initiatives de CDRFI mises en place par les OSC et participant à l'adaptation et au rétablissement après une catastrophe naturelle.
- Pour créer des solutions CDRFI accessibles et abordables, il faut rétablir la confiance envers les compagnies d'assurance et les organisations de financement afin d'ouvrir la voie à des discussions constructives.
- Les processus des PMP ont l'avantage de créer des partenariats régionaux où des personnes partageant des façons de penser similaires peuvent travailler ensemble et défendre l'adoption de solutions CDRFI dans la région concernée. Les PMP sont une plateforme CDRFI nécessaire qui pourrait servir de point de référence pour le développement et l'évaluation des solutions CDRFI et des mesures disponibles dans cette région.
- Les partenaires sont tous engagés dans le partage et la diffusion de documentation relative au projet et la mise en place d'activités pour les particuliers, les organisations et les groupes au sein des Caraïbes.

Données relatives aux pays

Taille : états insulaires en développement, climats tropicaux, pop. de 98 731 hab. sur 440 km² (Antigua-et-Barbuda), 287 300 hab. sur 430 km² (Barbade) et 112 500 hab. sur 344 km² (Grenade)

Impacts climatiques majeurs : très vulnérables aux ouragans et autres catastrophes naturelles intensifiées par le changement climatique, dont inondations côtières, érosion et montée du niveau de la mer, augmentation du niveau des ondes de marée et de tempête, hausse des températures, variations du régime pluviométrique, sécheresse, tempêtes tropicales et ouragans plus fréquents et plus violents.

Pénétration des assurances : il existe dans les Caraïbes quelques assurances paramétriques proposées par la CCRIF SPC et la CREAD. La portée des stratégies de niveau micro et méso doit cependant être étendue pour faciliter leur recours aux particuliers de la région.



Madagascar

Organisations partenaires

Depuis 1992, **CARE Madagascar** a mis en œuvre des initiatives dans de multiples domaines du programme : éducation, assainissement de l'eau, santé, sécurité alimentaire et nutritionnelle et changement climatique, résilience et prévention des catastrophes naturelles et humanitaires. Avec ses partenaires locaux, nationaux et internationaux, CARE est aussi un acteur majeur dans la réponse aux situations d'urgence affectant régulièrement le pays (sécheresse, cyclones, etc.)

ONG nationale fondée en 1974, **SAF/FJKM** est présente dans 22 régions de Madagascar. Elle agit au niveau de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'environnement, la gestion des risques de catastrophe, l'eau, assainissement et hygiène, et la santé communautaire. La dignité de l'homme est au cœur de sa mission, qui a pour but de rendre la communauté plus responsable et plus active envers son propre développement durable et équitable afin de réduire la pauvreté par le biais de l'autonomisation.

Données relatives au pays

Taille : pays insulaire situé dans l'océan Indien, au large des côtes de l'Afrique australe, superficie de 587 041 km².

Population : env. 28 millions d'hab. en 2021. Env. 80 % d'agriculteurs vivant en milieu rural.

Impacts climatiques majeurs : Madagascar est l'un des pays d'Afrique les plus touchés par le changement climatique. Chaque année, le pays essuie en moyenne 3 ou 4 cyclones, responsables d'une perte annuelle d'env. 100 000 000 \$. Les sécheresses périodiques sont un problème important au sud tandis que l'est est plus affecté par les inondations. Les phénomènes météorologiques extrêmes contribuent grandement à la persistance de la pauvreté, notamment en milieu rural.

Membres du PMP : env. 35, issus des 4 catégories d'acteurs, déjà engagés dans la mise en œuvre du PMP. Le secteur public est représenté par 9 entités, dont le ministère en charge de l'agriculture et du bétail, qui fait partie du Partenariat mondial InsuResilience. Les 4 membres du secteur privé viennent de compagnies d'assurance, d'institutions de microfinance ou de plateformes privées. S'ajoutent 20 membres OSC (ONG nationales et internationales, réseaux et plateformes nationales et locales) et un membre académique (de la faculté d'agronomie, mention agroécologie, biodiversité, changement climatique).

Opérations clés :

- Information, sensibilisation et consultation des acteurs concernés par le PMP et le CDRFI.
- Développement des compétences des acteurs sur les sujets liés au CDRFI.
- Dialogues thématiques nationaux avec les parties prenantes locales.
- Concertation avec les membres du PMP sur le plan d'action et la structure du partenariat.
- Études sur les sujets pertinents (état du CDRFI, genre et CDRFI, modèle de financement).

Résultat majeur : le PMP national a défini son plan d'action et les priorités de sa mise en œuvre.

Enseignements clés :

- À Madagascar, le CDRFI est un concept relativement nouveau. Pour assurer sa promotion et son efficacité, il est essentiel d'y sensibiliser la population et de le défendre vigoureusement.
- Processus lent et progressif, la création d'un PMP nécessite un engagement actif de chaque partie prenante et de chaque membre, ainsi qu'une compréhension approfondie des objectifs de la plateforme. Approche participative, développement des capacités, recherche, études et partage d'expérience sont importants.
- En raison de l'aspect multipartite du partenariat, incluant le secteur public, les fonctions de direction, d'autonomie et de propriété de la plateforme représentent un défi.



Malawi

Organisation partenaire

Réseau visant à coordonner les initiatives de la société civile pour la gestion du changement climatique et la réduction des risques de catastrophe, le **Civil Society Network on Climate Change (CISONECC)** a été conçu pour faciliter la coopération et communiquer les positions politiques aux parties prenantes concernées, dont le gouvernement et les décideurs politiques en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, de pertes et préjudices et de gestion des risques de catastrophe au Malawi. Le travail du CISONECC repose sur la promotion via un engagement collectif avec les responsables, des activités de lobbying exercées par des membres individuels, un travail solidaire avec d'autres réseaux d'OSC et des modèles de projets spéciaux. Au Malawi, CARE International soutient le CISONECC et travaille avec lui.

Membres du PMP : 23 institutions et 14 OSC dont 10 nationales et 4 internationales ; 4 institutions gouvernementales (département de la Gestion des catastrophes, ministère de la Finance et de la Planification économique, ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire et Banque centrale du Malawi) ; 3 membres académiques et institutions de recherche ; une institution médiatique (Association of Environmental Journalists in Malawi) et une institution du secteur privé (Insurance Association of Malawi).

Opérations clés :

- Création d'un PMP comme première plateforme multi-acteurs pour le progrès du CDRFI au Malawi, avec un comité directeur et 4 groupes de travail technique.
- Conférence régionale africaine sur les pertes et préjudices et sur le financement climatique, réunissant des acteurs de toutes les régions d'Afrique pour parler du CDRFI.
- Cinq tables rondes pour que les parties prenantes nationales abordent divers sujets CDRFI spécifiques.
- Débat avec l'Assemblée nationale (comités parlementaires sur les ressources naturelles et le changement climatique, conseil de femmes, budget et finances) sur le CDRFI.
- Activités de sensibilisation et de formation sur le CDRFI dans les communautés agricoles.

Résultat le plus important : création d'un PMP national sur le CDRFI avec une structure claire : un comité directeur et 4 groupes de travail ; mise en place de termes de référence pour guider le travail du PMP.

Enseignements clés :

- Le secteur d'origine des parties prenantes influençant leur compréhension du concept de CDRFI, il est important de développer une base commune afin de faciliter la création d'une vision commune du CDRFI. Pour cela, il faut intégrer toutes les parties prenantes dans chacune des étapes de l'implication du PMP.
- Il est important d'inclure les institutions représentant les populations vulnérables dans le PMP afin que celui-ci ait connaissance des besoins et des priorités des bénéficiaires du CDRFI. Au Malawi, les agriculteurs sont représentés par la National Smallholder Farmers' Association of Malawi.

Données relatives au pays

Taille : 118 480 km² pour une pop. de 17 563 749 d'hab. (ONS, 2018).

Impacts climatiques majeurs : le changement et la variabilité du climat ont été bien réels ces dernières décennies et la fréquence des chocs climatiques dévastateurs a augmenté : pluviométrie irrégulière, pluies torrentielles, sécheresse, longues périodes sèches, vents violents. Le changement climatique a affecté divers secteurs de l'économie, dont l'agriculture, la santé, l'eau, l'énergie, le transport, l'éducation, le genre, la gestion forestière, la faune et la flore et l'infrastructure.

Pénétration des assurances : selon la Banque centrale du Malawi (2019), le taux de pénétration des assurances est de 2 %, principalement des assurances automobiles, médicales et vie. Les assurances relatives aux conditions météorologiques/au climat émergent tout juste avec la plupart des interventions encore implémentées à titre expérimental.



Sénégal

Organisation partenaire

Organisation à but non lucratif fondée en 1982, **ENDA Energie** est membre de l'ONG internationale ENDA. Sa vision est celle de sociétés où le peuple serait autonome et résilient, aurait accès à des services énergétiques durables et exercerait un contrôle citoyen efficace sur les ressources naturelles. Sa mission est d'accompagner les populations dans la transformation vers un développement durable. Dans cette perspective, ENDA Energie est très investie dans les questions et actions liées à l'énergie, au changement climatique, à la désertification et la sécheresse en Afrique et à la gestion des risques de catastrophe. Elle est membre du Partenariat mondial InsuResilience.

Membres du PMP : env. 16 membres actifs issus du secteur public, y compris le ministère de l'Environnement et du Développement durable et le Centre de Suivi Écologique (CSE), 2 institutions du secteur privé, 3 institutions académiques et 9 membres de la société civile et de la philanthropie. Le spectre plus large des partenaires comprend les autres institutions gouvernementales, l'ARC et d'autres ONG nationales et internationales.

Opérations clés :

- Une communauté de pratique multi-acteurs travaillant sur le CDRFI a été créée afin de faire le lien entre les secteurs et silos actifs dans les domaines du climat, des catastrophes et du CDRFI.
- Des représentants du gouvernement sénégalais, d'organisations de la société civile, du secteur privé, d'organisations d'agriculteurs et de groupes de femmes ont mis en place de nombreux ateliers destinés aux parties prenantes pour débattre de la situation, partager des expériences et planifier des activités.
- Lors de l'atelier de consultation des parties prenantes de mai 2021, des représentants de fédérations nationales d'agriculteurs et d'OSC se sont rencontrés pour développer leurs capacités en matière d'assurance indexée, renforcer l'information et les connaissances sur le financement climatique et les pertes et préjudices et réfléchir à un partenariat efficace sur le CDRFI.
- ENDA a intégré une partie des activités du projet CDRFI, dont des discussions thématiques, dans le plan d'action 2021 du comité national sur le changement climatique.
- Des recherches donnant lieu à des publications ont été menées sur le CDRFI au Sénégal et un document de référence sur les pertes et préjudices a été élaboré.

Résultat le plus important : une communauté de pratique multi-acteurs travaillant sur le CDRFI a été créée pour faire le lien entre les secteurs et silos actifs dans les domaines du climat, des catastrophes et du CDRFI.

Enseignements clés :

- Le PMP est une plateforme encourageant une meilleure connaissance des questions liées à l'assurance contre les risques climatiques et contribuant à mettre les pertes et préjudices à l'ordre du jour des débats nationaux sur le changement climatique. Cet espace a également rendu possible le décloisonnement des approches et la création de ponts dans l'implémentation de stratégies relatives p. ex. à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe.
- Grâce au PMP, les parties prenantes qui travaillaient en silos sur les structures internationales de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe ont pu s'informer mutuellement et se coordonner pour lancer des initiatives cohérentes. Les bénéficiaires ont apprécié le développement des capacités et les publications produites dans le cadre du projet.

Données relatives au pays

Taille : 16,74 millions d'hab. sur 196 722 km².
Impacts climatiques majeurs : le Sénégal est à la fois un pays sahélien sujette à sécheresses et un pays côtier confronté à la montée du niveau de la mer. Le changement climatique entraîne aussi des inondations, des migrations et le déplacement de populations côtières, et aggrave l'insécurité alimentaire et la difficulté d'accès à l'eau. La vulnérabilité climatique du pays est aussi due à son faible niveau de développement (PIB par hab. : 1584 \$ en 2019), qui prive le pays des ressources suffisantes pour répondre aux effets de ces catastrophes lentes.
Pénétration des assurances : primes en pourcentage du PIB : assurances non-vie 0,9 % et vie 0,5 % (Swiss Re, 2021). Le Sénégal est membre du groupe African Risk Capacity (ARC).



République démocratique populaire lao

Organisations partenaires

Le but de la **Community Development and Environment Association (CDEA)** est d'augmenter l'accès des populations défavorisées à de meilleures conditions de vie grâce à une utilisation efficace des ressources environnementales présentes dans leurs communautés. La CDEA travaille directement avec les populations afin d'améliorer les normes de vie et d'accroître la création de revenus.

Depuis 1992, **CARE International au Laos (CIL)** œuvre à l'amélioration des moyens de subsistance des groupes de population vulnérables en zones rurales et urbaines. Son programme est orienté sur le soutien aux femmes et aux filles marginalisées dans les domaines de la santé ainsi que de l'autonomisation économique et la résilience.

Données relatives au pays

Faits relatifs au pays : le Laos est un pays enclavé d'Asie du Sud-Est, principalement montagneux, avec des plaines le long du Mékong, à l'ouest. Majoritairement rurale, sa pop. de 7 379 358 d'hab. (WB, 2021) est très diverse : les minorités ethniques en représentent près de la moitié.

Impacts climatiques majeurs : les températures vont continuer d'augmenter et les saisons sèches de s'allonger. Précipitations, tempêtes, sécheresses et inondations vont se faire plus sévères et plus fréquentes. Les pluies seront plus irrégulières, les sécheresses et inondations plus extrêmes.

Pénétration des assurances : très limitée pour tous les types d'assurances ; régimes d'assurance agricole inexistants.

Membres du PMP : 4 groupes principaux de parties prenantes : gouvernement (15 départements de 7 ministères, 1 organisation de masse et 1 banque nationale, ainsi que 3 comités provinciaux de gestion des catastrophes), société civile (1 OSC internationale et 3 locales), secteur privé (multiples banques et compagnies d'assurance représentées par la Banque nationale du Laos et l'Association des assurances du Laos), et organisations agricoles (multiples organisations agricoles représentées par le Réseau des agriculteurs du Laos).

Opérations clés :

- PMP national sur le CDRFI établi comme première plateforme de promotion des solutions CDRFI au Laos.
- Création de trois sous-groupes provinciaux du PMP sur le CDRFI.
- Renforcement des capacités des responsables nationaux et provinciaux en matière de signification et importance du CDRFI ; création d'un planning de développement d'une assurance agricole test au Laos.
- Atelier régional d'échange d'enseignements sur les solutions CDRFI en œuvre dans la région.

Résultat majeur : création d'une plateforme Termes de Référence dotée d'une structure de direction, avec répartition des rôles et responsabilités, en attente de l'approbation et adoption officielles par le gouvernement.

Enseignements clés :

- Chaque réussite repose sur une compréhension commune des principales parties prenantes au sujet de la signification et de l'importance des solutions CDRFI et sur une vision partagée de la façon dont ces solutions devraient être développées et mises en œuvre.
- Nouer le dialogue et coopérer de près avec le gouvernement dès le départ garantit que les processus de mise à l'essai et d'implémentation des solutions CDRFI soient unifiés et que tous les acteurs emploient leur énergie et leurs ressources afin d'œuvrer dans le même sens.



Sri Lanka

Organisations partenaires

Centre d'étude à but non lucratif, **SLYCAN Trust** travaille sur le changement climatique, le développement durable, la conservation de l'écosystème, la protection animale et la justice sociale, y compris l'autonomisation des femmes et des jeunes, à niveau national, régional et mondial.

Société à responsabilité limitée par garantie, **Chrysalis** agit pour l'autonomisation des femmes et des jeunes en encourageant une croissance équitable. Entreprises inclusives, promotion d'une gestion inclusive, violence basée sur le genre, développement de communautés résilientes capables de faire face aux urgences et réduction des risques de catastrophe sont au cœur de ses activités. Elle s'engage pour l'égalité des genres.

Données relatives au pays

Taille : nation insulaire de 65 610 km² au climat tropical, population d'env. 22 000 000 d'hab.

Impacts climatiques majeurs : le pays fait face à nombre de catastrophes et risques climatiques tels que variations à long terme du régime pluviométrique, élévation des températures, déplacement des frontières écologiques, multiplication des parasites et maladies agricoles, montée du niveau de la mer et phénomènes météorologiques extrêmes : inondations, tempêtes ou sécheresses.

Pénétration des assurances : en dehors du régime d'assurance récolte universel géré par le gouvernement du Sri Lanka, la pénétration et la connaissance des assurances dans les secteurs de l'agriculture, des MPME et de la plantation sont faibles.

Membres du PMP : les principales parties prenantes des secteurs public et privé, de la société civile, des communautés et du monde universitaire, qui regroupent des organismes responsables et autres acteurs essentiels dans les domaines de l'agriculture, de la plantation, de la finance, des MPME, des assurances, du développement durable et de la gestion des catastrophes dans le pays, ont été impliquées activement et continuellement dans les réunions, le développement des capacités et la collecte de données.

Opérations clés : plus de 30 événements et réunions organisés pour l'implication des parties prenantes, le développement des capacités et la collecte de données, avec env. 2 100 participants directs et près de 8 000 à distance. SLYCAN Trust a aussi mené une enquête et des réunions de groupes avec près de 600 membres de communautés agricoles et d'acteurs de la chaîne d'approvisionnement locale dans 4 districts pour renforcer la base d'informations et développer les capacités locales. Les résultats de ce travail local et national ont été soulignés lors de forums et processus tels que le CCNUCC, le Sommet des Nations Unies sur les Systèmes alimentaires et plusieurs sommets virtuels ou séries d'ateliers.

Résultat majeur : les fondements d'une implication à long terme et d'un PMP amélioré ont été posés par la sensibilisation et l'augmentation des capacités des acteurs clés et l'identification des défis, lacunes, contraintes et opportunités d'action essentiels. Le CDRFI est ainsi abordé plus souvent dans les discussions nationales et intégré à des politiques nationales nouvelles ou à venir.

Enseignements clés :

- Les principales parties prenantes font preuve d'un grand intérêt pour l'amélioration des mécanismes d'assurance récolte existants ou le développement et l'implémentation de dispositifs de transfert du risque supplémentaires dans le pays. Il existe des opportunités d'efforts collectifs pour le partage d'expertise, la collecte d'informations ou la mise à l'essai de produits de financement contre les risques climatiques.
- Des interventions sectorielles et locales sont nécessaires pour renforcer les capacités et les partenariats sur des sujets tels que l'éducation financière, les risques entrepreneuriaux et liés au climat pour les entreprises, la gestion du travail, le capital, la logistique et les marchés, et les interactions entre les risques.
- Les informations de niveaux local et national jouent un rôle clé dans l'implication de potentiels acteurs du PMP et l'avancement vers l'implémentation de partenariats plus formels. Il est vital d'éliminer les lacunes existantes en matière de connaissances et de contribuer au développement de plans, mécanismes et structures de CDRFI reposant sur des données factuelles dans différents secteurs.
- Il est essentiel de rendre l'information accessible dans les langues locales et de façon plus attrayante pour les différentes parties prenantes.



Philippines

Organisation partenaire

Groupe international non gouvernemental, l'**Institute for Climate and Sustainable Cities (ICSC)** propose des mesures climatiques équitables et un développement bas carbone à l'épreuve du climat. Basé aux Philippines, il est impliqué dans l'arène plus large des politiques climatiques et énergétiques internationales, notamment en Asie. Il est reconnu pour son aide vers une action climatique mondiale efficace et son rôle dans l'Accord de Paris.

Données relatives au pays

Taille : pop. de 115 559 009 hab. ; 300 000 km² répartis sur plus de 7 600 îles. 5^e plus grand pays insulaire au monde.

Impacts climatiques majeurs : phénomènes épisodiques extrêmes tels que typhons, glissements de terrains dus à la pluie, inondations et sécheresse, couplés à des événements à évolution lente comme montée du niveau de la mer, hausse des températures ambiantes, intrusion saline.

Pénétration des assurances : en 2018, les fournisseurs du secteur privé, notamment des compagnies d'assurance vie et santé, rapportaient un taux de pénétration de 3 % ; le financement contre les catastrophes climatiques est nettement plus bas.

Membres du PMP : env. 20 institutions : 2 issues d'agences gouvernementales nationales, 3 de gouvernements locaux, 2 organisations locales/communautaires, 3 coopératives, 2 du secteur privé/fournisseurs de services, 2 ONG nationales, 3 institutions académiques, 3 bureaux législatifs/législateurs. Il existe de plus vastes partenariats avec des plateformes régionales de coopération et de dialogue ainsi que des consortiums ou plateformes similaires.

Opérations clés :

- Atelier de lancement avec plus de 50 personnes représentant les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux, le secteur privé, le monde universitaire et les législateurs.
- Série de discussions sectorielles nationales en groupes thématiques pour réunir officiellement les membres actuels du PMP, avec des ONG internationales et nationales, et des partenaires de développement, coopératives, institutions académiques, secteur privé, agences exécutives nationales et bureaux législatifs.
- Réunion de potentiels partenaires PMP locaux, malgré la pandémie, en partenariat avec des institutions académiques représentant les 3 groupes insulaires majeurs du pays.
- Document de travail sur la situation des Philippines par rapport au CDRFI basé sur les retours d'expériences locales collectés lors des discussions thématiques menées avec les 3 institutions académiques régionales.
- Publication d'un document de gestion de la dette grâce au document de travail sur le CDRFI réalisé avec la MCII et en étroite coordination avec les principaux décideurs financiers et planificateurs économiques.
- Organisation d'un atelier PMP régional à Bali, Indonésie, avec des représentants laotiens, indonésiens, sri lankais, vietnamiens, philippins et les membres du V20.

Résultat majeur : le PMP a été institutionnalisé via une résolution officielle du parlement soumise au Congrès des Philippines par la direction du Comité sur le changement climatique, qui reconnaît l'importance du CDRFI et les bénéfices que des regroupements tels que le PMP peuvent apporter pour combler d'urgence les lacunes.

Enseignements clés :

- Des politiques habilitantes et confirmations d'hypothèses seront essentielles pour inscrire cet élan dans la durée et faire du PMP une force influente dans la conception des approches et stratégies de CDRFI du pays.
- Les discussions locales démontrent que la volonté n'équivaut pas toujours à la capacité des secteurs les plus vulnérables à tirer profit des produits CDRFI et soulignent le besoin d'un soutien pour les primes prévisibles.
- En tant que plateforme de discussion, le PMP avance bien dans le rapprochement des principales parties prenantes et noue des contacts intéressants parmi les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux.



PMP internationaux

Les partenaires du projet engagent la discussion aux niveaux régional et mondial via les PMP internationaux. Certains (CARE, Germanwatch, MCII, SLYCAN Trust, ENDA Energie, ICSC) sont p. ex. impliqués dans des groupes de travail du Partenariat mondial InsuResilience, voire en partie aussi dans son groupe consultatif de haut niveau (CARE, SLYCAN Trust, ICSC). Des partenaires encore plus nombreux ont participé, physiquement ou virtuellement, à des rencontres et événements internationaux tels que la COP, des réunions d'organes subsidiaires de la CCNUCC, les sessions de la Plateforme mondiale de l'UNDRR ou des forums régionaux. Notre objectif est d'augmenter la participation des OSC dans les débats internationaux sur le CDRFI afin de renforcer la voix des populations vulnérables au changement climatique en tant que bénéficiaires finaux des produits et des initiatives CDRFI.

Partenaires allemands

CARE

Pour CARE, la justice climatique est synonyme d'un futur où les plus pauvres et les plus marginalisés ont considérablement amélioré leur bien-être ; un futur où femmes et hommes peuvent jouir de leurs droits humains grâce à une plus grande résilience au changement climatique, une plus grande égalité et une augmentation mondiale des températures limitée à 1,5° C. L'action climatique de CARE International est coordonnée par le Centre CARE pour la justice climatique, en charge de l'intégration de la justice climatique et de la résilience dans son travail humanitaire et de développement. CARE Germany coordonne l'implémentation du projet en tant que membre actif du Centre pour la justice climatique et titulaire du contrat avec le bailleur de fonds BMZ.

Munich Climate Insurance Initiative (MCII) e.V.

La MCII a été lancée comme organisation à but non lucratif par des représentants de compagnies d'assurance, d'instituts de recherche et d'ONG en avril 2005, en réponse à la prise de conscience croissante du rôle potentiel des solutions d'assurance dans l'adaptation au changement climatique, comme suggéré dans la CCNUCC et le protocole de Kyoto. Cette initiative est localisée à l'Institut sur l'environnement et la sécurité humaine de l'Université des Nations Unies (UNU-EHS). En tant que groupe de réflexion leader dans les domaines du changement climatique et des assurances, la MCII œuvre à développer des solutions aux risques entraînés par le changement climatique pour les populations vulnérables et à faible revenu de l'hémisphère sud.

Germanwatch e.V.

Sous la devise « observer, analyser, agir », Germanwatch œuvre depuis 1991 pour l'équité mondiale et la préservation des moyens de subsistance. Les conséquences mondiales des politiques et économies du Nord sont au cœur de son travail. La situation des populations marginalisées du Sud est le point de départ de son engagement pour le développement durable. Les structures de marchés politiques et mondialisés du Nord, de même que leur mode de production intensif, de plus en plus imité, influent sur les vies humaines du monde entier. Germanwatch milite pour une structure politique, économique et sociale capable d'assurer le futur des populations du Sud, actuellement poussées en marge de la société par une mondialisation effrénée et dont l'existence même est menacée par la perte des bases écologiques et économiques de leur subsistance.

**Ce projet est soutenu par Engagement Global avec le financement du ministère fédéral allemand de la
Coopération économique et du Développement (BMZ)**